



Depuis plusieurs décennies, le climat se modifie du fait de l'activité humaine. Les conférences de l'ONU se succèdent, mais les États ne réduisent pas significativement leurs émissions de gaz à effet de serre, pendant que les multinationales et la finance étendent leur emprise sur nos vies et la planète.

C'est notre modèle de développement qui est insoutenable et qu'il faut transformer.

Nous pouvons enclencher une véritable transition vers un système qui vise, non pas le maintien d'un modèle de croissance infinie, mais l'harmonie entre les humains et la nature.

En décembre 2015, la 21^e Conférence des parties sur le changement climatique aura lieu à Paris. Le texte sur lequel les négociateurs des pays membres de l'ONU vont se prononcer n'est guère compréhensible et sans ambition. Il fait disparaître la contrainte climatique et préfère des dispositifs volontaires, non contraignants et insuffisants, entérinant les crimes climatiques de demain.

D'ici là, mobilisons-nous ! Suivez toute l'actualité de la COP 21 sur www.france.attac.org et coalitionclimat21.org

s'informer !

↳ Consulter les articles consacrés au climat sur le site d'attac : <https://france.attac.org/se-mobiliser/changeons-systeme-pas-climat/>

passer à l'attac !

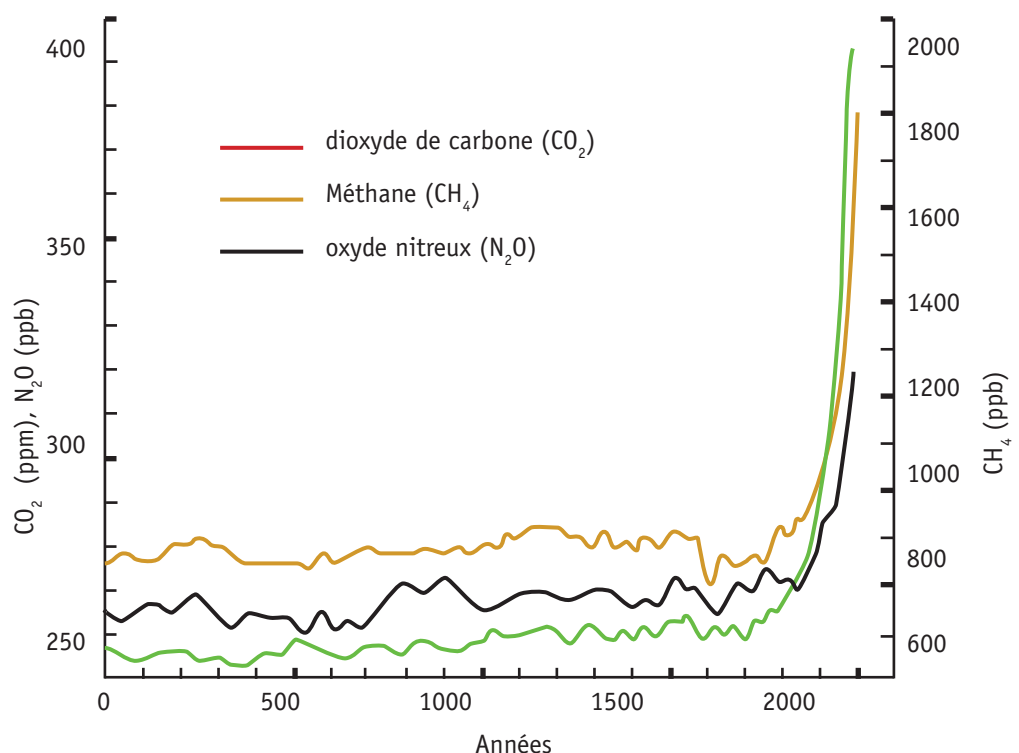
↳ Adhérer à Attac. <http://www.france.attac.org>

CLIMAT OU FINANCE, IL FAUT CHOISIR !

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la hausse de la température mondiale moyenne s'explique majoritairement par la concentration croissante des Gaz à Effet de Serre (GES) dans l'atmosphère.

A l'origine, l'effet de serre est un phénomène naturel. Comme son nom l'indique, il fait de la Terre une serre, au même titre qu'une serre de jardinier. Les rayons du Soleil rentrent dans la serre, la chaleur est piégée par des gaz dans l'atmosphère (CO₂, CH₄, N₂O...) et fait monter la température du globe. Nous avons ainsi une température moyenne de 15°C à la surface de la Terre, ce qui la rend vivable.

Mais depuis 1850 et les débuts de l'ère industrielle, les activités humaines sont à l'origine de l'augmentation des gaz à effet de serre : transports, industrie, production d'énergie, chauffage, agriculture intensive, cimenterie, déforestation... La croissance exponentielle de la concentration de ces gaz dans l'atmosphère est le fruit de la combustion à très grande échelle d'énergies fossiles telles que le charbon, le pétrole ou le gaz. Une partie des gaz à effet de serre est absorbée par les océans, les êtres vivants et la terre. Mais le reste s'accumule au fil du temps dans la fine couche d'air qu'est l'atmosphère, atteignant désormais des concentrations sans précédent.



À ce jour, la température mondiale moyenne a augmenté de 0,8°C par rapport à l'ère préindustrielle. Les conséquences sont déjà palpables: les océans se réchauffent et s'acidifient, modifiant les écosystèmes et courants marins ; les glaciers andins, alpins et himalayens fondent ; les calottes glaciaires du Groenland et de l'Arctique se réduisent peu à peu; le niveau de la mer augmente et menace de nombreuses côtes et îles de la planète ; les phénomènes climatiques extrêmes s'intensifient (typhons, cyclones, ouragans...), et on constate aussi l'augmentation des zones désertiques.

Dans un tel contexte, les dommages subis par la biodiversité et les écosystèmes réduiraient considérablement la capacité de la nature à assurer une série de fonctions écologiques essentielles à la vie humaine.

Face à ce phénomène, il faudrait revoir de fond en comble les niveaux et habitudes de consommation et de transport, les régimes alimentaires, plus généralement, les modes de vie des populations les plus consommatrices de la planète.

Cependant, les accords internationaux sur le climat et les moyens mis en œuvre pour maintenir une température vivable sur la Terre ne sont pas adaptés à l'enjeu.

Le fiasco des marchés du carbone

Le système européen d'échanges de quotas d'émission de gaz à effet de serre est la pierre angulaire de la politique européenne pour lutter contre le changement climatique.

Le principe en est le suivant : les États membres imposent un plafond sur les émissions des installations les plus polluantes* puis allouent des quotas correspondants à ce plafond.

À la fin de chaque année, les installations sont tenues de restituer un nombre de quotas équivalent à leurs émissions réelles et peuvent échanger des quotas sur le marché européen des quotas d'émission.

Une installation qui émet plus que son allocation doit se procurer les quotas manquants : c'est le principe pollueur-payeur. Une installation qui émet moins que son allocation peut revendre ses quotas non utilisés.

Mais après une analyse des facteurs de la réduction des émissions de CO₂ depuis la mise en place des marchés du carbone, on constate que la diminution est attribuable à :

- 50 % au déploiement des énergies renouvelables,
- 30 % aux conséquences de la crise économique de 2008,
- entre 10 et 20 % à l'efficacité énergétique induite par des politiques spécifiques,

- et seulement moins de 10 % à l'effet du prix du carbone fixé par le système européen d'échanges de quotas.

De plus, ce système de quotas est source de trafics frauduleux pour engranger des profits.

Il est grand temps de mettre fin aux marchés du carbone spéculatifs au profit de solutions plus efficaces.

Climat ou TAFTA, il faut choisir !

Les négociations entre l'Union européenne et les États-Unis (TAFTA) et le traité entre l'UE et le Canada (CETA) promeuvent un modèle énergétique insoutenable.

L'étude d'impact commanditée par la Commission européenne reconnaît qu'une libéralisation accrue des échanges transatlantiques générerait une hausse des émissions de gaz à effets de serre de quatre à onze milles tonnes de CO₂ par an. Cette hausse, même relativement limitée, est contraire aux exigences climatiques qui imposent de mettre en œuvre des politiques réduisant drastiquement les émissions de GES.

Satisfaisant les intérêts des multinationales de l'énergie et de l'industrie, l'extension du libre-échange et de la protection de l'investissement privé s'oppose aux exigences de sobriété, de relocalisation des systèmes productifs, de développement des énergies renouvelables et de coopération entre les citoyens.

Pour maintenir la hausse des températures sous le seuil des 2°C, il faudrait réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale de 40% à 70% en 2050 par rapport à 2010. Il faut, pour ce faire, agir au plus vite en :

- réduisant la consommation d'énergie fossile,
- triplant la part d'approvisionnement en énergie renouvelable,
- réduisant les transports,
- et en relocalisant l'économie.

Du 30 novembre au 11 décembre 2015, la 21^e Conférence des parties sur le changement climatique aura lieu à Paris. D'ici là, en France et ailleurs, mobilisons-nous pour une véritable transition et enterrons les fausses solutions ! www.coalitionclimat21.org

* installations dans les secteurs de la production d'électricité, des réseaux de chaleur, de l'acier, du ciment, du raffinage, du verre, du papier, etc.

MONTÉE DU NIVEAU DES MERS



les paradis fiscaux menacés